



ARGUMENT SCIENTIFIQUE DE L'UEE 2021 du réseau OFFRES

Narrer l'histoire. Récits, disciplines, regards croisés

L'Université Charles de Prague
L'Université Catholique de Lyon
Le CEFRES de Prague
organisent

la XXème université européenne d'été du réseau OFFRES (Organisation francophone pour la formation et la recherche européennes en sciences humaines)

5-9 juillet 2021

(en ligne)

Cette Université d'été entend répondre à l'urgence théorique, éthique et politique de repenser le rapport à notre passé ainsi qu'aux différentes manières de l'écrire et de le transmettre.

La pluralité de mémoires qu'implique une société dans laquelle cohabitent des populations culturellement et parfois ethniquement différentes et les controverses mémorielles qui surgissent dans de nombreux pays, incitent à repenser notre rapport à l'histoire. La « mémoire nationale », mise à mal par l'émergence de contre-narrations nouvelles et souvent critiques, est, quand elle n'est pas en lambeaux, l'instrument de projets politico-identitaires qui ramènent l'histoire au cœur du débat public. Se pose ainsi la question du rapport entre héritage culturel et science historique, mais aussi celle du rôle de l'historiographie et de la narration du passé dans le processus de construction des identités nationales. En littérature, il s'agira d'enquêter sur les différentes formes de narration de l'histoire et d'interroger les frontières entre œuvre historiographique et texte littéraire, vérité historique et fiction. A l'heure de la fin des grands récits et des idéologies qui caractérisaient la philosophie de l'histoire au XIXème siècle, on pourra également se demander s'il est encore possible de parler d'une histoire humaine, et surtout d'un sens de

l'histoire. Ces questions s'imposent dans toute réflexion portant sur le rapport de l'homme à son passé et à sa temporalité, sur l'histoire des événements et des faits qui marqueraient l'évolution de l'humanité. Comment les sciences sociales, enfin, peuvent-elles affronter ces passés recomposés, éclairer les enjeux du présent au prisme d'un passé reconstitué voire faire de la mémoire un terrain de l'enquête historique ?

Cette université d'été réunira des spécialistes francophones de diverses disciplines, telles que l'histoire, la géographie, la sociologie, la science politique, l'anthropologie, la philosophie, la littérature, le cinéma afin de faire dialoguer leurs approches et leurs méthodes autour des problèmes évoqués.

Quelle philosophie de l'histoire aujourd'hui ?

L'expression « philosophie de l'histoire », introduite par Voltaire en 1765, désignait au XIX^e siècle les différentes tentatives, souvent ouvertement idéologiques, de repérer la nature profonde du mouvement historique. Les philosophies modernes de l'histoire, tant idéalistes que matérialistes, font de l'histoire un progrès linéaire, contre toute vision cyclique du temps historique, propre par exemple à la pensée grecque, et qu'on retrouve également dans l'idée de Giambattista Vico des « cours et recours historiques » (*Scienza nuova*), ainsi que dans l'expression de « l'éternel retour » de Nietzsche.

On assiste actuellement, sur la scène mondiale, à un retour de la « philosophie de l'histoire », ce mode de philosopher qui avait disparu depuis les désillusions des années 1980, sinon depuis la disparition de Marx et d'Engels à la fin du XIX^e siècle.

Ce retour est occasionné, et même rendu nécessaire, non plus par une espérance (comme c'était le cas chez Ernst Bloch), mais par des inquiétudes, celles qui sont suscitées par les périls écologiques (et donc inévitablement politiques) contenus dans la poursuite en Occident, et même dans l'extension (pour une part légitime) au reste du monde, d'un développement économique fondé sur le productivisme et le consumérisme.

La prise de conscience de ces périls a engendré une abondante littérature en sciences humaines, dont l'outillage conceptuel comprend les notions (revisitées ou nouvelles) de catastrophe, d'« anthropocène » ou d'effondrement (« collapsologie »), et dont le degré de pessimisme varie de l'appel à la prise de responsabilité individuelle et collective, jusqu'à la résignation devant l'apocalypse annoncée, en passant par la pratique de l'« heuristique de la peur » (Hans Jonas, inversant Ernst Bloch) et par la recherche de solutions politiques et économiques radicales (telles que la constitution d'instances souveraines mondiales et la mise en cause de la croissance comme impératif de développement).

En réaction à cette littérature, un courant philosophique et scientifique s'est fait jour (David Deutsch, *Le commencement de l'infini*, 2016 ; Steven Pinker, *Le triomphe des Lumières*, 2018), qui vise, non pas à minimiser les dangers auxquels l'humanité fait face, mais à dévoiler les biais cognitifs qui poussent à les exagérer, et à montrer dans quelle mesure (toute relative) ils peuvent être surmontés. Ce courant se réclame ouvertement des Lumières du XVIII^e siècle, et du contexte intellectuel européen, précisément, dans lequel est apparue la philosophie de l'histoire (éclipse de l'eschatologie du salut, idée que les

phénomènes humains ne constituent pas un simple chaos spatio-temporel, hypothèse selon laquelle l'humain ne peut se réaliser qu'en tant qu'espèce).

C'est en réponse à ce second courant de pensée, dont l'optimisme peut parfois paraître inconséquent (du fait d'invocations unilatérales au « progrès »), qu'il importe de mener une réflexion sur la question même de la philosophie de l'histoire, réflexion qui devra éviter à la fois l'écueil d'un pessimisme paralysant pour la décision politique, et celui d'un optimisme inattentif aux véritables obstacles qui se tiennent devant la possibilité de conserver, pour l'Occident, son modèle actuel de développement.

Si les grandes philosophies de l'histoire du XIX^e avaient pour but l'identification d'une direction ou d'un sens dans la succession des événements humains, le XX^e siècle marque au contraire la critique radicale de toute forme d'historicisme, et conjointement la crise de l'idée d'un progrès historique conçu comme nécessité inéluctable. Le chemin de l'humanité n'est guidé par aucune perspective ultime : penser une téléologie de l'histoire reviendrait en effet à faire une « mauvaise métaphysique » (c'est l'idée de Karl Popper) que rien ne justifie.

Mais est-il encore possible aujourd'hui, dans le monde post-idéologique du capitalisme globalisé, de repérer un sens dans le mouvement historique ? La crise de l'idée de progrès décréterait-elle l'impossibilité même de poser la question du sens de l'histoire ?

En 1979, Jean-François Lyotard a montré que la sortie de la modernité impose à l'humanité occidentale de repenser radicalement le rapport à son propre passé, à l'histoire et jusqu'au sens de cette notion. La crise des « grandes narrations » de la modernité, qui attribuaient à l'Occident une « bonne fin éthicopolitique » (*La condition postmoderne*), détermine donc également la crise de l'Occident dans son identité même. Après les totalitarismes, la Shoah, la « mort de Dieu », est-il possible (et comment) de penser encore quelque chose comme une histoire collective de l'humanité occidentale ?

Ces mêmes questions sont posées par le philosophe tchèque Jan Patočka. « L'histoire a-t-elle un sens ? » est le titre de l'un des *Essais hérétiques sur la philosophie de l'histoire*, publiés clandestinement en 1975. A l'issue de l'ère des totalitarismes, à l'époque des grandes désillusions et du désenchantement postmoderne, Patočka repense l'histoire comme le renversement perpétuel du sens reçu et accepté, c'est-à-dire comme ouverture de l'existence collective à la problématicité. Cette exposition à la perte de sens propre de la condition historique n'est pas pour lui la voie privilégiée du nihilisme mais au contraire l'appel à un renouvellement communautaire du sens, à travers la solidarité qui s'établit parmi ceux dont l'horizon de vie a été ébranlé.

L'histoire est ainsi la sortie de la banalité d'une vie acceptée de manière naïve et immédiate et la réinstallation de l'existence commune dans l'horizon de la « problématicité ». Si l'homme préhistorique vit dans un rapport fusionnel et non interrogé avec son monde environnant (rapport qui s'exprime dans le mythe), l'entrée dans l'histoire est déterminée par la vie communautaire, l'établissement d'une mémoire collective et la naissance de la philosophie, qui fait du sens non pas une réponse mais un questionnement sans fin.

Philosophie et politique seraient donc co-fondatrices de l'histoire, entendue non comme la suite des événements, mais comme « le domaine de l'action à partir de la liberté ». Ceci est donc l'enseignement des *Essais hérétiques* que nous lègue le Socrate de Prague : si la philosophie découvre la liberté comme une possibilité jamais conquise une fois pour toutes mais à réaliser toujours de nouveau, la politique est cette même liberté mise en œuvre, que le mouvement historique recueille sans que nous puissions la synthétiser dans une compréhension univoque.

Histoire et fictions

La fin des grands récits, d'une part, et le tournant linguistique et narratif en sciences humaines et sociales, de l'autre, ont conduit l'histoire et la littérature à redéfinir leurs frontières respectives, en ouvrant la voie à de nouveaux antagonismes, ainsi qu'à des croisements inédits et féconds.

Si avant ces tournants théoriques, il était encore possible de distinguer une œuvre historiographique d'un texte littéraire selon des conventions consolidées par la tradition, aujourd'hui les lignes de partage entre les deux nous apparaissent comme étant beaucoup plus fluides et beaucoup plus difficiles à discerner de manière nette.

S'il est vrai que la critique de l'objectivité de l'histoire remonte déjà au XIX^e siècle (Marx, Nietzsche), il n'en reste pas moins que les années 70 du siècle dernier constituent un moment charnière dans l'historiographie occidentale. Après la publication en 1973 de *Metahistory* par Hyden White, il est devenu impossible d'ignorer les aspects rhétoriques et linguistiques de l'écriture historiographique, ainsi que les différentes formes de « mise en intrigue » qui transforment les faits en événements en attribuant une signification, une valeur et une cohérence à des matériaux sinon dénués de sens. Certes, les dérives constructivistes n'ont pas fait défaut, mais au-delà des différends stériles entre ceux qui ont embrassé une idée d'histoire radicalement postmoderne et les derniers défenseurs du « réalisme naïf », il importe de souligner que les historiens n'ont jamais perdu toute confiance dans la nature référentielle du signe et tiennent pour acquis que le passé, qu'il soit collectif ou personnel, n'est pas exclusivement le résultat d'une fabrication à posteriori (un exemple entre tous : Carlo Ginzburg). Eux aussi ont fini par s'engager sur le versant littéraire, en invitant leurs collègues à expérimenter de nouvelles formes de narration de l'histoire.

La littérature, de son côté, a répondu à la remise en question des frontières entre « fait » et « fiction » en déployant toute une panoplie de genres « mixtes », allant du roman métahistorique à la docu-fiction, du docu-drama à la *fact-fiction*, ou en se livrant à des œuvres contrefactuelles, fantahistoriques, uchroniques. Bien évidemment, toutes ces pratiques d'écriture ne s'équivalent pas. À la critique revient alors la tâche de séparer le bon grain de l'ivraie, c'est-à-dire de comprendre si et quand ces écritures hybrides aboutissent à des mystifications renforçant un imaginaire consolateur, régressif et déresponsabilisant (voir à ce propos le succès des récits de complots sur les thèmes les plus variés, du terrorisme international aux catastrophes environnementales), et quand, par contre, les procédés de contamination entre les documents d'archives et les épisodes inventés servent à interroger

les mécanismes de construction de la réalité à l'époque de sa médiatisation, à stimuler nos compétences herméneutiques, à nous rendre conscients de la quantité d'opérations (de sélection, de montage et d'agencement) auxquelles les « données » sont inévitablement soumises, y compris dans les genres qui aspirent à la référentialité.

Une autre manière, pour la littérature, d'entrer en concurrence féconde avec l'histoire consiste à dépasser l'ironie postmoderne pour donner lieu à des formes originales d'engagements envers la réalité — en faisant de la littérature ou du cinéma les lieux privilégiés pour élaborer les traumatismes de l'histoire récente ou lointaine —, pour faire émerger ce que l'histoire officielle a réduit au silence, pour récupérer la mémoire et l'action des exclus, des marginaux, des dominés, des colonisés, bien que cette tâche soit difficile et parsemée d'embûches (les écritures migrantes et postcoloniales en sont des exemples).

Dès lors, des questionnements nouveaux se font jour : de quelle manière faut-il concevoir le rapport entre vérité historique et fiction littéraire ? Et entre faits, mémoires et fictions ? Comment écrire l'histoire à une époque où la confiance dans les grandes narrations d'émancipation semble brisée ? Comment souscrire au caractère pluriel et narratif de l'histoire sans pour autant mettre sur le même plan les discours historique et littéraire ? Quelle est la valeur de vérité inhérente aux nouvelles formes de romans historiques qui confondent délibérément les plans fictionnel et référentiel ? Peut-on relire les archives « à contre-courant » pour accorder une place à tou-te-s celles et ceux qui ont été relégué-e-s aux oubliettes de l'histoire ?

Les sciences sociales comme sciences historiques

Les sciences sociales sont des sciences historiques, car elles travaillent une matière composée d'histoire, au sens d'une factualité inscrite dans un contexte particulier, même quand leur objet est situé dans le temps présent. Peu versées dans la prospective, les sciences sociales font leur miel de ce qui advient ou est déjà advenu. Tout est pour elles, en somme, potentiellement de l'histoire, au point qu'on ne sait plus très bien ce qui distingue l'historien de ses collègues sociologues, anthropologues ou politistes. Les incursions des historiens en sociologie (Paul Veyne) et dans le temps présent croisent celles des tenants de la socio-histoire du politique et des spécialistes des genèses des phénomènes sociaux contemporains. L'histoire n'est pas seulement factuelle, elle problématise : les concepts comptent autant que les faits. La sociologie n'est pas qu'abstraite, elle s'appuie sur des faits pour démontrer la véridicité de ce qu'elle avance : les faits comptent autant que les concepts. Penser que l'histoire n'est pas la propriété des historiens, c'est reconnaître que les autres praticiens des sciences sociales (anthropologues, sociologues, politistes, etc.) envisagent le contexte historique de leur objet, en retracent parfois la genèse ou puisent dans le passé pour éclairer leur présent. Les sciences sociales entretiennent donc un commerce constant avec la matière historique, offrant toutefois une variété de récits possibles, tant divergent les modalités d'appréhension des faits historiques que les procédés narratifs.

Qu'est-ce qu'en effet un fait historique pour un praticien des sciences sociales ? Comment en particulier envisage-t-il et qualifie-t-il « l'évènement » ? Comment ensuite appréhender l'évènement sans retomber dans les ornières de l'histoire-bataille, dés-évènementialiser l'évènement sans le dissoudre dans une histoire processuelle ? La sociologie des conjonctures critiques ou des situations révolutionnaires, par exemple, offre de multiples façons de circonscrire et borner temporellement, de qualifier voire disqualifier, ces changements politiques de grande ampleur. Mais d'autres objets historiques méritent également un croisement des regards et des disciplines.

Quelles méthodes mobiliser ? La multiplication de sources aussi diverses que possible est devenue la règle : autobiographies, mémoires, sources iconographiques ou audiovisuelles, archives, entretiens permettent d'appréhender un évènement historique par le prisme de multiples points de vue. Cet éclectisme méthodologique, qui n'est pas un exceptionnalisme méthodologique adapté à des situations réputées peu ordinaires, apparaît comme une stratégie de contournement de possibles interprétations de sens commun. Pourtant, chaque discipline a ses méthodes de prédilection : faut-il s'en réjouir ou favoriser un pluralisme intégral dans les stratégies de recherche ?

Comment enfin écrire, narrer, transformer la réalité en un texte intelligible et aussi vraisemblable que possible ? Comment restituer dans un langage académique, par exemple, une révolution sans risquer de l'assécher, en ignorant les passions soulevées et les subjectivités mises à l'épreuve ? Quelles stratégies langagières, voire éditoriales, sont nécessaires pour donner à voir la richesse souvent incommensurable des faits historiques ?

Ce sont autant de questions que notre université d'été souhaite explorer en profondeur, en conjuguant des réflexions méthodologiques et épistémologiques et des études de cas, qui nous permettront (aussi) d'aborder les dynamiques de circulation, de diffusion et de patrimonialisation de l'histoire, les manières dont les historiens et les littéraires instaurent un dialogue avec la société et le large public, et les raisons se trouvant à l'origine du grand succès que les narrations fictionnelles de l'histoire (qu'elles soient littéraires ou cinématographiques) connaissent aujourd'hui, à une époque où, paradoxalement, la possibilité de conserver, dans un espace virtuel, chaque geste quotidien, aussi insignifiant soit-il, s'accompagne d'une lacune de mémoire, de conscience historique et de conscience collective.

Méthodologie générale de l'UEE

Bien que, contrairement aux années précédentes, cette édition se déroule en ligne, les activités comprennent, comme lors des précédentes éditions de l'UEE, des conférences plénières (le matin) et des ateliers thématiques (l'après-midi). Chaque conférence, d'une durée de 30 min., sera suivie d'une discussion avec la salle d'environ 20 minutes. Quant aux ateliers thématiques, les responsables d'ateliers prendront contact avec les participants quelques semaines avant le début de l'UEE, et pourront les réunir pour préciser les

modalités de déroulement de l'atelier et pour entamer le travail sur les textes et matériels choisis. Ce travail préparatoire et la mise en commun pendant les trois jours d'atelier aboutiront à la présentation finale des résultats et éventuellement à la rédaction d'un texte qui sera mis en ligne sur le site du réseaux OFFRES.

Les ateliers se tiennent en parallèle sur toute la durée de l'UEE et se déroulent en cinq séances réparties comme suit (proposition non contraignante) :

- 3 séances de travail en équipe (5-7 juillet);
- 1 séance de rédaction en commun (8 juillet) ;
- 1 séance plénière de présentation des résultats des ateliers (9 juillet).

Comité d'organisation :

Pour le réseau OFFRES : Chiara Mengozzi, Chiara Pesaresi

Pour le CEFRES : Jérôme Heurtaux